

# Lutte de classe

## Par quel moyen éradiquerons-nous le chômage, la précarité, la misère ?

Régulièrement les médias se font l'écho des richesses accumulées ces dernières années par les plus grandes fortunes du monde, résultat de l'exploitation effrénée des peuples à travers le monde.

Ainsi le magazine américain *Forbes* vient de révéler que le club des milliardaires en dollars avait accueilli 153 nouveaux membres en 2006, et leur nombre total se monte désormais à 946, ils représentent à eux seuls 3 500 milliards de dollars, un chiffre en hausse de 35 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre, comparé aux salaires de misère que perçoit le prolétariat à travers le monde, à la précarité qui tend à se généraliser toujours plus, au travail des enfants par dizaines de millions, à la pauvreté endémique qui s'étend sur tous les continents, mérite en ce qui nous concerne tout particulièrement en France, de nous demander sur quoi repose exactement cette triste et dramatique réalité.

Des campagnes téléguidées ou non-désintéressées mettent en avant le problème du logement, la disparition des services publics, telle ou telle revendication économique, etc. ; mais bizarrement, aucune campagne nationale massive et unitaire n'est engagée sur les salaires, alors que c'est une question cruciale dont dépend la survie de plusieurs millions de travailleurs et leurs familles. Troublant ou significatif du consensus politique qui existe dans ce pays pour ne pas ébranler l'édifice vermoulu de la Ve République, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

On sait que de nombreux travailleurs qui ont un emploi ne perçoivent pas un salaire suffisant qui leur permettrait de se loger. Certains habitent chez des membres de leur famille, chez des copains, d'autres dans leur voiture, quand ils en ont encore une, ou dans une caravane ou sous une simple tente de camping, dans un vieux camion aménagé pour l'occasion pour d'autres, quand ils ne dorment pas carrément dans la rue. Ah quoi bon leur parler de logements sociaux, puisque ces travailleurs qui sont déjà en état de survie ne sont pas en mesure de payer le moindre loyer avec le salaire de misère qu'ils perçoivent généreusement de leur patron.

Si nous voulions prendre vraiment en considération leurs problèmes matériels immédiats et durablement, il faudrait donc procéder par ordre de priorité et commencer par mettre en avant la nécessité impérieuse d'augmenter les salaires à hauteur de 1 500 euros net mensuel tout de suite, c'est un minimum. A part Besancenot et Laguiller, aucun candidat ne propose cette mesure d'urgence. Cela ne leur coûte rien, puisque passée la campagne électorale, ils ne feront rien pour engager la moindre campagne unitaire pour que ce besoin vital soit satisfait.

Maintenant, du côté des patrons, on nous dit qu'il n'est pas possible de faire davantage pour que leurs entreprises restent compétitives, concurrence oblige, etc.

Du côté des dirigeants du PT, de la LCR et de LO, on nous dit que si on ne parvient pas à inverser le cours des choses, c'est parce que les syndicats sont contrôlés par des agents de la bourgeoisie au service des patrons, où alors parce qu'il serait impossible de mobiliser le prolétariat devenu individualiste ou dont la conscience politique aurait régressé d'un siècle ou davantage encore, etc., bref, voilà des raisons aussi obscures qu'embrouillées, etc.

Du côté du gouvernement UMP-UDF-Radical et du PS, MRC, PCF, on nous explique qu'il faudra du temps pour remédier à cette situation, qu'ils n'y sont absolument pour rien, qu'ils ne peuvent rien imposer aux patrons (UMP), qu'il faut faire confiance aux patrons (PS), liberté d'entreprendre oblige, etc.

Alors question : mais qu'est-ce qui permet aux patrons de faire leur loi, de nous exploiter ainsi, de nous traiter comme des esclaves, sur quoi repose réellement leur pouvoir ? Qu'est-ce qui permet la transcription des directives européennes dans le droit français ? Qu'est-ce qui autorise la liquidation

des services publics ? Bref, toutes ces questions se ramènent à une seule question élémentaire : Qu'est-ce qui donne le pouvoir au président, aux députés et aux sénateurs, aux institutions de la Ve République de gouverner et de décider de notre sort, de signer des lois, des décrets, des ordonnances et des traités scélérats conduisant des millions de travailleurs à la précarité et à la misère, au bord du désespoir ?

Une seule et unique réponse : La Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

Oui, c'est bien la Constitution de la Ve République qui est responsable des contre-réformes mises en œuvre dans ce pays depuis 1958.

Oui, c'est bien la Constitution qui donne le pouvoir aux institutions de la Ve République d'appliquer cette politique réactionnaire et anti-ouvrière

Oui, c'est bien la Constitution qui autorise le chef de l'État à signer des traités scélérats avec l'Union européenne qui sont ensuite retranscrits dans le droit français liquidant toutes nos conquêtes et tous nos acquis sociaux et démocratiques, l'ensemble des services publics...

Oui, c'est bien la Constitution qui permet aux patrons de nous exploiter et de nous opprimer.

Oui, c'est bien la Constitution qui est à la base de toutes les injustices et de toutes les inégalités qui se sont développées dans ce pays au cours des cinquante dernières années.

Oui, c'est bien la Constitution qui sert de légitimité au régime en place.

Est-il utopique, déraisonnable ou extravagant de dire que c'est bien le combat pour l'abolition de la Constitution, piliers des institutions de la Ve République et par extension de l'Union européenne, qu'il faut engager sans délai pour éradiquer le chômage, la précarité et la misère ?

Ne trouvez-vous pas stupéfiant et le mot est faible, qu'aucun parti, aucune organisation, aucun groupe de militants, ne reprennent à son compte ce mot d'ordre central qui pose directement la question du pouvoir, qui permet de poser directement la question du gouvernement ouvrier, la question de la satisfaction des revendications immédiates du prolétariat ?

Pour éviter de poser cette question apparemment embarrassante, il y en a qui vont même jusqu'à revendiquer un retour à la IVe République qui s'accommodera de la guerre d'Algérie, de la guerre du Viêt-Nam, du maintien de l'empire colonial, de la signature à Washington du Pacte Atlantique (OTAN) qui créa une alliance militaire entre 11 pays occidentaux sous l'égide des Etats-Unis, de la création à Londres du Conseil de l'Europe le 5 mai 1949 et un an plus tard, le 9 mai 1950, le Plan Robert Schuman sur l'Europe, proposant à la RFA le pool charbon acier, suivi par la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) le 18 avril 1951, point de départ de l'Union européenne ; du plan Marshall sous domination de l'impérialisme américain, etc. l'horreur quoi !

Ou encore, ils réclament une Assemblée constituante similaire à celle de 1946, une sorte de front populaire ou le parti bourgeois MRP partageait le pouvoir avec la SFIO et le PCF, dont la constitution adoptée le 13 octobre instituera un régime parlementaire bicaméral comportant l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, l'ancêtre du sénat, tout en conservant la fonction présidentielle dont le mandat sera portée à 7 ans, prélude ou tremplin à la Ve République de de Gaulle ! Tout un programme, assurément révolutionnaire. Balayons ces inepties réactionnaires qui n'ont pour objectif que de pérenniser le système capitaliste.

C'est seulement par la lutte de classe et la prise de conscience par le prolétariat de la nécessité d'abolir la Constitution de la Ve République au cours de sa mobilisation révolutionnaire, pilier des institutions, pilier du régime, pilier du capitalisme, que le prolétariat se dotera de son propre organisme de pouvoir politique dans lequel il exercera tout le pouvoir conformément à ses intérêts distincts de classe, comme représentant des intérêts de l'immense masse de la population.

Combattre pour abattre l'Etat bourgeois, c'est aujourd'hui combattre pour l'abolition de sa Constitution sur laquelle il repose.

Seule la révolution socialiste permettra d'ouvrir cette perspective politique et d'aboutir à cet objectif, à condition que nous ayons construit un parti incarnant ce combat et cet objectif dans lequel la majorité du prolétariat se reconnaîtra et qu'elle portera au pouvoir.